

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Paraît 10 fois par an – Rédaction/Administration: case postale 998, 1001 Lausanne – Le numéro: Fr. 4.00/Abt.: 40.– par an, payable au CCP 10-25925-4

Editorial

La Fédération des enseignants alémaniques s'oppose à l'apprentissage d'une deuxième langue «étrangère» dans le programme de l'école primaire. Dans un éditorial du 23 novembre, le rédacteur en chef de **24 heures** estime qu'il s'agit d'une attaque masquée contre l'enseignement du français. Pourquoi masquée? L'intention est claire et l'arrogance zuricoise permanente.

Mais les Romands qui découvrent soudainement le peu de cas que nos confédérés font de la minorité welche, dans le choix des haute fonctionnaires, dans l'attribution des crédits prioritaires pour les grands axes routiers ou ferroviaires, dans l'édition des journaux ou l'enseignement, se réveillent un peu tard.

La centralisation à la cote et le fédéralisme est souvent considéré comme un frein au progrès ou à l'efficacité. Partout on cherche à unifier – pour ne pas heurter les fédéralistes de front, on dira: harmoniser –, car il serait injuste qu'un contribuable paie moins d'im-

pôts dans un canton que dans un autre, inadmissible que l'accès à l'école enfantine n'ait pas lieu en même temps dans toute la Suisse et déplorable que tous les petits Helvètes ne sachent pas l'anglais à la fin de leur scolarité obligatoire.

Nous avons vécu à une époque où l'instituteur primaire avait la mission d'enseigner les fondamentaux: lire, écrire, compter. A l'école secondaire on apprenait d'abord le latin, puis l'allemand, puis l'anglais ou le grec. Les enfants d'aujourd'hui sont-ils mieux préparés à affronter leur siècle si le latin et le grec ont été remplacés par l'informatique et l'éducation sexuelle, et si la majorité des adolescents sont incapables de dire lequel, de Charlemagne ou de Napoléon, est né le premier?

Dans le canton de Vaud, les instituteurs qui ont largement soutenu Mme Anne-Catherine Lyon et les mensonges éhontés qu'elle a diffusés pendant la campagne se retrouvent aujourd'hui confrontés à des difficultés considé-

rables dans l'application de la LEO. Que n'ont-ils voté pour «Ecole 2010»? Ils paient aujourd'hui leur aveuglement et la sottise de leur inamovible président.

Les réformes scolaires obéissent à la loi du cliquet. On tourne la manivelle dans un seul sens et il n'est jamais possible de revenir en arrière. Si les résultats d'une réforme sont catastrophiques, c'est qu'on n'est pas encore allé assez loin.

Dans peu d'années, on ne parlera que deux langues dans l'administration fédérale, et par capillarité dans les administrations cantonales, même en Suisse occidentale: le zürichois et l'anglais. Et quelques années plus tard, lorsque la Suisse aura rejoint l'Union européenne et que le taux de TVA aura passé à 18%, on se demandera pourquoi les trois parties principales de la Suisse ne pourraient pas intégrer, pour simplifier, l'Allemagne, la France et l'Italie.

Claude Paschoud

Bricoles

Démocratie

On sait bien que, pour un démocrate, le peuple a toujours raison. On reste donc stupéfait de constater que le coup d'Etat, en Egypte, qui a vu l'arrestation du président Morsi régulièrement élu et son procès, est approuvé par des démocrates pur sucre.

De même, le président Hollande, qui recueille 21% d'opinions favorables, a réussi à imposer le «mariage pour tous» contre l'avis d'une grande majorité de la population. Un vrai démocrate!

Le Grand Conseil vaudois avait cru bon d'instituer une *Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal*, composée de sept députés. Mais cette commission, lorsqu'un dysfonctionnement est révélé dans l'application des peines, est priée de regarder ailleurs et de passer son chemin. (cp)

Skander Vogt

Par ordre du Tribunal fédéral, la justice vaudoise est obligée de se pencher à nouveau sur les responsabilités des différents acteurs dans le drame de Skander Vogt, ce crétin mort intoxiqué par les fumées de son matelas, auquel il avait mis le feu.

Les journalistes «people» consacrent des pages entières (et surtout des photos, car elle est jolie) à la sœur de ce criminel, qui évoque leurs souvenirs d'enfance.

Il y a neuf accusés sur le banc d'infamie, mais le seul responsable de l'issue fatale est évidemment Vogt lui-même. (cp)

Libre circulation

L'Union suisse des professions libérales vient de découvrir que la libre circulation n'est pas comprise de la même manière en Suisse et dans d'autres pays de l'Union européenne. «Un architecte qui veut travailler dans un des Länder allemands sera confronté à un tel dédale bureaucratique que, noyé sous les formulaires, il abandonnera», relève Pirmin Bischof, président. Il poursuit: «Et comment garantir que les étrangers qui accèdent

à notre marché très libre ont les qualifications requises?»

Il y a mieux: un Roumain entre en Suisse à l'âge de soixante-quatre ans, au bénéfice d'un contrat de travail. Il obtient un permis B pour lui et son épouse. A son prochain anniversaire, il touche l'AVS (petite rente) mais aussi les prestations complémentaires, comme un Suisse.

Ne pourrait-on revenir au système des contingents sans ressusciter le permis pour saisonniers? (cp)

(Suite en page 2)

Réabonnements

Il semble que l'actualité politique mérite toujours commentaires, critiques et rires, toutes choses que le *Pamphlet* s'efforce d'offrir à ses lecteurs depuis quarante-trois ans.

Nous vous invitons donc à vous réabonner en nous versant, à l'aide du bulletin rose ci-joint, la somme de

Fr. 40.– (33 euros)

et rappelons pour la quarante-troisième fois que nul n'est tenu au prix minimum!

Les abonnés à la seule version internet sont invités à s'acquitter d'un montant de

Fr. 12.– (10 euros)

A ce propos, nous rappelons que l'abonnement papier inclut l'abonnement internet, à titre de cadeau. Nous ne saurions assez re-

commander à nos lecteurs de profiter de cette possibilité en nous demandant un nom d'utilisateur et un mot de passe par courriel à

<courrier@pamphlet.ch>

Ils pourront ainsi s'épargner l'éventuel archivage de leur version papier et retrouver aisément tel ou tel article en cas de besoin.

Ils bénéficieront des bonus que nous publions occasionnellement sur le site.

Surtout, ils seront armés si, dans deux ans, date à laquelle Mariette Paschoud quittera sa fonction de rédacteur responsable, le *Pamphlet* passe sur internet.

D'avance, merci à tous, et bonnes fêtes de fin d'année.

Réd.

En direct de Sirius

Les faussaires du goût,

titrait le *Figaro Magazine* du 22 novembre 2013. Et mon ami Jean Bravegean de se lamenter sur ces vins qui ont des goûts de fruits rouges et cependant de moins en moins celui du raisin, et sur tous ces artifices qui nous font prendre dans tous les domaines de la consommation du skaï pour du cuir, des vessies pour des lanternes et du mou de veau pour des escargots de Bourgogne.

«Te souviens-tu, lui dis-je, de ces viticulteurs d'Autriche et d'Italie qui "amélioreraient" leur vin à coup d'antigel? Et de ces huiles d'olives allongées à l'huile minérale tout droit venues d'Espagne? C'était il y a une quarantaine d'années... Il y avait eu des invalidités permanentes et même, je crois, quelques morts d'hommes. Les peines furent des plus clémentes. Adeptes du pilori, je disais alors à qui voulait l'entendre qu'il n'y avait qu'à boucler les coupables en les condamnant à consommer leurs produits jusqu'à épuisement des stocks. C'est peut-être un point de vue à travailler?»

– Mais t'es un vrai fâchiste! me dit-il, horrifié.

N'ayant pas le goût de le détromper: «C'est un peu imprécis... mais c'est gentil quand même», convins-je.

Handicapés sonores contre personnes à entendement simplifié

«Paléontologue» – quatre petites syllabes entendues récemment prononcer comme suit sur *France Info*: «Pah-lé... onté... onto... (long silence où l'on entend crépiter le neurone)... lo-gue... c'est bien comm'ça qu'on dit? Je reconstitue de mémoire faute de place pour encaver les ânonnements, mais la musique y est. Le lecteur s'indignera de ce que j'accable quelque attardé

piégé par un micro-trottoir. L'ennui, c'est que cet attardé présentait le micro au paléomachin pour l'interviewer sur sa profession. Je ne saurais tirer sur un infirme, mais il serait peut-être approprié de le muter à la presse écrite. Il est désormais de bon ton sur les ondes en folie d'enchaîner avec libéralité les pataquès aux tare-pour-barre, les redites d'intellos aux bégalements de tourmentés et les pléonasmes aux redondances sans jamais chercher à s'excuser de demander pardon pour des informations dont «on va dire» qu'il serait plus séant qu'on se contente de les dire tout court. Cela faciliterait considérablement la défense de la langue française.

Et... trois buts pour Poutine!

qui – comme chacun sait – est un bon joueur de hockey sur glace:

1. Les discussions de Genève visant à l'affaiblissement de l'Iran repartent pour un tour en raison de l'échec d'un petit coup tordu de dernière minute... Selon Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, au moment où la délégation russe allait lever le camp, les Etats-Uniens firent circuler pour signature un accord retravaillé en douce sur proposition insistante des Français, beaucoup plus contraignant pour l'Iran et qui remplaçait subrepticement le document accepté «d'enthousiasme», selon Lavrov, par les Russes. Le même précise que le document initial aurait permis de conclure sans autre les pourparlers et d' aussitôt mettre en œuvre les solutions préconisées pour résoudre la question nucléaire iranienne. Il qualifie la tentative franco-états-unienne de «gaffe diplomatique». MM. Fabius-Kerry ignoraient-ils que les Russes aussi savent lire? Les lecteurs anglophones intéressés trouveront tous les détails de cette petite

perfidie, qui aurait pu rapporter gros à ses instigateurs, dans l'article de Gareth Porter intitulé *Lavrov Reveals Amended Draft Circulated at "Last Moment"* probablement encore accessible sur le oueb.

2. Ioulia Tymochenko reste en prison chez elle en Ukraine – pays demeuré dans la sphère d'influence russe depuis l'échec de la «révolution» orange – au lieu d'aller se faire soigner dans l'Allemagne du «monde libre», au grand dam des agents d'influence de l'UE – mais pour qui (et aussi contre qui) travaillent-ils? Il y a aussi de bons médecins en Ukraine et une simple consultation de *Wikipédia* permettra au lecteur de se faire une idée assez précise des vilaines zones d'ombre de la jolie dame. Au fait, avez-vous remarqué cette propension des détenus «convenables» à tomber malades en prison et à se rétablir très vite dès leur exfiltration?

3. Décidément attachée à sa souveraineté, la Russie libère sous caution les agents provocateurs de Greenpeace et les astreint à résidence.

Au point où sont tombées certaines «démocraties» du «monde libre», il n'est pas insensé de penser que le président russe – et peut-être aussi quelques autres pays dont elles se mêlent par évident souci de philanthropie – devrait y dépêcher des observateurs susceptibles de veiller au bon déroulement des élections.

Un bon domicile fixe

A la rue par la faute de la crise? Allez commettre un grand délit en Suède: les prisons de haute sécurité offrent un confort trois étoiles et leur détention personnalisée aide beaucoup à supporter une très relative restriction de liberté.

Max l'Impertinent

Bricoles

Otages

Pourquoi la France doit-elle déplorer que plusieurs de ses ressortissants soient retenus en otages dans différents pays alors qu'il n'y a jamais aucun otages chinois, anglais ou américain?

Parce que la France **paie** pour récupérer ses otages, directement ou par l'intermédiaire d'une assurance, ce qui constitue évidemment une puissante incitation, pour les bandes djihadistes, à continuer une activité si lucrative. La seule voie pour faire cesser ce trafic est de refuser toute négociation avec les ravisseurs et de sacrifier les prochains otages. Le chantage cessera. (cp)

Carnet noir

Je suis en deuil à la suite d'un quintuple décès annoncé par mon quotidien habituel – cet avis tient lieu de lettre de faire-part.

Rédacteur responsable: *Mariette Paschoud*

ICM Imprimerie Carrara, Morges

ISSN 1013-5057

Courriel: courrier@pamphlet.ch

J'ai appris en effet le 18 novembre, avec sept ans de retard et la douleur que vous pouvez imaginer, le «décès accidentel à 507 ans» d'une palourde qui m'était chère. Maudits soient les chercheurs britanniques qui, en ouvrant le malheureux coquillage, l'ont «malencontreusement tué».

Mes larmes coulaient encore évidemment quand, le 20 novembre, la même source a fait état du «décès de quatre baleines rares» qui s'étaient échouées sur une plage de Nouvelle-Calédonie.

Qui comprendra mon désespoir? Où est la cellule de soutien psychologique? (mp)

Réjouissez-vous!

Soyez dans la joie, mes frères et sœurs: on va vous offrir bientôt une nouvelle occasion d'aider votre lointain prochain. En effet, le Programme des Nations Unies pour l'environnement prévoit que l'Afrique pourrait se trouver dans la pénible nécessité de déboursier chaque année deux cents milliards de dollars pour s'adapter aux changements climatiques.

Assurément, quand on parle de faire payer l'Afrique, dans ce cas comme dans bien d'autres, on entend recourir aux programmes d'aide au développement financés par les «pays riches». Donc, c'est à votre

porte-monnaie que, directement ou indirectement, il sera fait appel une fois de plus. N'est-ce pas là une excellente nouvelle?

Autre sujet d'intense satisfaction: le Programme des Nations Unies pour l'environnement est, avec l'Organisation météorologique mondiale, l'auteur de la splendide invention qu'est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui s'accroche à son réchauffement climatique comme vous en ce moment à vosoudounes et à vos écharpes. (mp)

(Suite en page 3)

Au courrier

Concerne: Héros à deux balles.

J'ai lu avec intérêt les arguments publiés. Je constate que l'information est dirigée par les trois quarts des journalistes. Radio et TV, ces fonctionnaires-journalistes ont toujours refusé les débats avec les citoyens de la rue qui pensent qu'il y a plusieurs vérités.

Depuis 1945, il y a eu cent cinquante guerres ou conflits très graves. Il est nécessaire de parler des causes.

Avec mes messages les meilleurs.

S.C.

Total désarroi (II)

Comment voulez-vous qu'une société politique défende sérieusement sa souveraineté si, dans l'exercice de celle-ci, elle ne tranche pas clairement dans son propre droit entre la vie et la mort; si elle admet le suicide individuel comme un droit subjectif, le crime d'avortement comme un acte médical licite et, dans certaines limites de temps, soumis à la seule convenance de la mère; si l'institution familiale est vidée de son sens, placée sur le même plan que l'union libre ou, pire, les unions de même sexe, qui ont, elles, la particularité de porter le trouble et le mensonge légal sur l'origine réelle de l'enfant, que l'on éduque ensuite par la tromperie en lui inculquant l'idée qu'il peut avoir pour parents deux pères ou deux mères aussi bien que deux personnes de sexes différents? Sans oublier que ce procédé implique l'exploitation d'une tierce personne, instrumentalisée à des fins notoirement immorales. Que devient l'histoire des familles, qui fait celle des nations, quand on supprime la notion même de patronyme et qu'on abandonne la transmission du nom au choix arbitraire des conjoints?

Une société qui joue ainsi en permanence avec le sens des mots est-elle encore une société civilisée? Mérite-t-elle qu'on lui confie des écoles publiques? Ne met-elle pas en danger également le sérieux des universités? Une telle société a-t-elle encore un vouloir-vivre commun, un minimum d'accord et de communion en des valeurs sociales fondamentales? Certainement pas! Cette société est déjà en totale déliquescence, elle se décompose sous nos yeux. Jusque dans sa vie interne, elle rejoint l'athéisme des institutions internationales. Sa souveraineté n'a plus de sens car les mêmes démons la possèdent et la rongent, qui vicient les instances internationales. Les peuples le sentent bien, mais ils sont gravement désarmés par leur propre classe politique. En Suisse, ce qui freine notre propre classe politique est la démocratie directe. Ce remède, tout partiel qu'il est, constitue encore une menace contre le nivellement qui s'opère à l'échelon supranational avec une férocité sans précédent ni répit.

Mais il faut avoir le courage de voir les choses en face: le remède à la dégénérescence de l'ordre politique en Occident ne se trouve ni dans la science politique, polluée

par l'idéologie dominante, ni dans une morale **autonome** et laïcisée, **l'éthique** dont se gargarisent des philosophes un peu philistins. Le remède décisif se trouve dans la religion, et celle-ci n'a de sérieux que si elle est dogmatique tout en établissant rationnellement son droit à l'être et à le rester. En effet, toute religion qui reconnaît la légitimité de religions concurrentes n'est elle-même pas digne de crédit. Donc, en affirmant que ce critère, à lui seul, et, encore une fois, s'il est rationnellement fondé, établit la fausseté de celles qui ne revendiquent pas d'inafaillibilité, on ne s'écarte pas de la vérité.

C'est pourquoi je terminerai ces propos par quelques propositions condamnées par l'Eglise catholique dans un recueil des principales erreurs de notre temps, le *Syllabus* du Pape Pie IX, qui remonte à l'année 1864. Une religion qui ose proférer de telles condamnations démontre à tous, par cette audace même dans son affrontement à l'esprit moderne, qu'elle place la vérité religieuse et morale suffisamment haut, en Dieu, pour être à tout le moins prise au sérieux par tout le genre humain.

1. Panthéisme, naturalisme et rationalisme absolu:

La raison humaine, considérée sans aucun rapport à Dieu, est l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et du mal; elle est à elle-même sa loi, elle suffit par ses forces naturelles pour procurer le bien des hommes et des peuples. (Proposition n° III, condamnée).

2. Rationalisme modéré:

La philosophie ne peut ni ne doit se soumettre à aucune autorité. (Proposition n° X in fine, condamnée).

3. Indifférentisme, latitudinarisme:

Il est libre à chaque homme d'embrasser et de professer la religion qu'il aura réputée vraie d'après la lumière de la raison. (Proposition n° XV, condamnée).

4. Erreurs relatives à la société civile:

L'Etat, comme étant l'origine et la source de tous les droits, jouit d'un droit qui n'est circonscrit par aucune limite. (Proposition n° XXXIX, condamnée).

En cas de conflit légal entre les deux pouvoirs (civil et religieux), le droit civil prévaut. (Proposition n° XLII, condamnée).

Des catholiques peuvent approuver un système d'éducation en dehors de la foi catholique et de l'autorité de l'Eglise, et qui n'ait pour but que la connaissance des choses purement naturelles et la vie sociale sur cette terre. (Proposition n° XLVIII, condamnée).

5. Erreurs concernant la morale naturelle et chrétienne:

Les lois de la morale n'ont pas besoin de la sanction divine et il n'est pas du tout nécessaire que les lois humaines se conforment au droit naturel ou reçoivent de Dieu le pouvoir d'obliger. (Proposition n° LVI, condamnée).

La science des choses philosophiques et morales, de même que les lois civiles, peuvent et doivent être soustraites à l'autorité divine et ecclésiastique. (Proposition n° LXVII, condamnée).

Michel de Preux

Bricoles

Prenez garde! Rail Brother vous regarde!

Il est possible depuis peu de se connecter à internet gratuitement pendant une heure dans certaines gares de notre beau canton. Mais, ô scandale, les CFF ont de ce fait accès à des données qu'ils comptent utiliser pour «dresser des profils de déplacements» et «optimiser la circulation des personnes dans les gares». En d'autres termes et **avec leur accord** – cette affaire de transmission de données est annoncée dans les conditions générales de vente (gratuite?!?) qui règlent l'utilisation de la connexion sans fil dans les gares –, les internautes du rail sont épiés et ça ne fera qu'empirer avec l'extension du «cadeau» empoisonné.

Les malheureux espionnés rejoignent ainsi les innombrables victimes – **consentantes** – de la Migros et de Coop qui, par l'intermédiaire des cartes Cumulus ou Supercard, violent honteusement la sphère privée de leurs clients en surveillant leurs goûts et préférences; cela à des fins purement mercantiles évidemment, ce qui est, on en conviendra, inadmissible de la part d'entreprises commerciales.

Peu m'importe que les CFF sachent où je me rends et à quel rythme, que la Migros découvre que je nourris mes chats avec de la pâtée *M-Budget* et que Coop constate qu'on consomme régulièrement chez moi de la bière *Prix Garantie*, puisque je paie mes billets et mes marchandises et qu'on m'offre en échange quelques avantages.

Les gens qui ont quelque chose à cacher ou qui, tout simplement, ne veulent pas donner certains renseignements n'ont qu'à s'absentir d'utiliser internet dans les gares et de présenter une carte de fidélité à la caisse des grands magasins.

Et qu'on cesse de nous empoisonner avec de prétendues atteintes à la sphère privée qui sont sans commune mesure avec la limitation, au nom de la démocratie, de certaines libertés individuelles. Après tout, quand les instituts spécialisés procèdent à des sondages, ce qui se produit sans arrêt, personne ne crie haro sur l'indiscret. (mp)

Gastronomie militaire

Des élus de gauche suisses veulent que les militaires mangent moins de viande, et préconisent que l'armée suisse imite l'armée norvégienne, qui oblige tous ses soldats à consommer un repas végétarien par semaine, au nom de la protection de l'environnement, naturellement, et de la nécessité de réaliser des économies, bien sûr – deux arguments qui sont censés emporter l'adhésion des électeurs.

Tant qu'à faire, pourquoi n'exigent-ils pas qu'on mette les militaires au pain et à l'eau?

Toutefois, nous devons être reconnaissants à la gauche de cette fausse bonne idée, car elle a permis au titre de **20 minutes** d'accoucher d'un intitulé à la mesure de son immense talent: «Mettre les bidasses au régime sans bidoche.» (mp)

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Les socialistes, avérés ou non, s'imaginent qu'ils pourront à la fois sauver l'économie et instaurer sur terre le paradis égalitaire en mettant main basse sur l'argent des gens qui travaillent au lieu de se faire entretenir par les services sociaux.» Dites: «Les socialistes, avérés ou non, s'imaginent qu'ils pourront à la fois sauver l'économie et instaurer sur terre le paradis égalitaire en faisant main basse sur l'argent des gens qui travaillent au lieu de se faire entretenir par les services sociaux.»

Vous pouvez dire aussi, à la rigueur: «(...) en mettant la main sur l'argent (...).»

Le pinailleur

Solidarité bien ordonnée...

Solidarité: (...); relation entre personnes ayant conscience d'une communauté d'intérêts, qui entraîne, pour les unes, l'obligation morale de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance.¹

On entend constamment, principalement dans la bouche de représentants d'obscures ONG et autres partis socialistes, une phrase du style: «Nous sommes tous concernés par ce drame humain et devons être solidaires...». Suit en général une récolte de fonds et de signatures de la pétition qui règlera le problème. En dehors de l'agacement naturel que provoque en moi l'invasion de mon espace vital par un chevelu crasseux qui a de plus le culot de vouloir m'imposer un devoir de solidarité, je dois avouer que la misère qui sévit à l'autre bout du monde, sans me laisser totalement indifférent, ne m'empêche pas de dormir.

«Sans cœur», direz-vous. Peut-être, mais, *a contrario*, la publicité pour *Educo*² qui passe à la télévision et à la radio espagnoles et met en scène une maman expliquant à sa fille qu'elle lui a fait un sandwich magique pour son dîner, deux tranches de pain, et qu'elle peut s'imaginer ce qu'il y a au milieu, me laisse chaque fois la gorge nouée.

Vivant en Catalogne, je côtoie tous les jours des voisins ou des connaissances qui vivent dans des situations très difficiles où les deux parents sont au chômage, voire sans aucune source de revenus, et se privent pour que les enfants puissent manger à leur faim. Lorsqu'on leur demande «Qué tal?»³, ils répondent «Bien, dentro de lo que hay»⁴; un peu de fatalisme avec une légère touche d'optimisme: il fait beau.

La différence entre mes miséreux et ceux de l'ONG *Solidarité pour tous*, c'est précisément

qu'ils me sont proches, que j'ai des liens personnels avec certains d'entre eux et qu'ils sont les victimes d'une situation économique dans laquelle je vis également. La définition du Petit Robert illustre très bien cette idée de relation qui unit des individus ayant quelque chose en commun. On pourrait dire que la solidarité vécue sincèrement, et pas seulement en faisant un don pour se donner bonne conscience, est intimement liée à l'empathie que l'on ressent vis-à-vis de l'objet de notre solidarité.

Je vous entends, cher lecteur, vous demander: «Fort bien, et puis quoi?». Eh bien! c'est le moment que je vais choisir pour sauter du coq à l'âne.

Le mot capitalisme est difficile à définir de manière simple tant il comporte de connotations politiques souvent négatives. Néanmoins, en réduisant le concept à sa plus simple expression, on pourrait le définir comme... un cocktail de pognon et de boulot. A quelque niveau que ce soit, celui qui veut produire quelque chose aura besoin d'argent, ne serait-ce que pour acheter ses outils, et de savoir-faire. L'artisan indépendant cumulera les deux casquettes en investissant ses trois économies et en apportant son propre travail. Dès l'instant où il y a un salarié, les choses se corsent car il y a séparation entre les deux composantes avec la divergence d'intérêts que cela peut impliquer. Le syndicalisme actuel repose sur cette seule idée, souvent fautive, que le détenteur du capital financier a pour objectif unique la maximisation de son profit au détriment des salariés, qui ont donc besoin d'être protégés.

Il y a bien sûr des cas avérés, mais qui se révèlent finalement assez rares et généralement

le fait de grandes entreprises, dans lesquelles les dirigeants sont également des salariés et où les détenteurs de l'appareil de production sont innombrables et anonymes. Cette distance entre les composantes de l'entreprise, ajoutée au fait que la direction opérationnelle est confiée à des individus dont les revenus se basent sur les résultats à court terme en sont la cause.

Mais, dans l'immense majorité des cas que sont les PME, le succès de l'entreprise repose au contraire sur l'équilibre entre un rendement du capital financier adéquat et des revenus suffisants, qui assurent productivité, satisfaction et fidélité du capital humain. Tous les éléments de l'entreprise sont unis en ce qu'ils ont une communauté d'intérêts et une responsabilité morale les uns vis-à-vis des autres, modèle que je qualifierai de capitalisme solidaire, ce qui me permet de retomber sur mes pattes.

En élargissant un peu cette logique, il est juste à mon avis de rappeler à ceux qui ont des sous que le rapport rendement-risque est important, mais qu'il ne devrait pas être la seule composante dans la décision d'investissement. Préférez Logitech à Microsoft, UBS à JP Morgan, Caran d'Ache à Bic et Nestlé à Unilever: vous contribuerez à la création de richesse nationale et à ce que votre voisin remplisse la soupière. C'est un peu plus satisfaisant, non?

Michel Paschoud

¹ Nouveau Petit Robert

² <https://www.youtube.com/watch?v=B3Jjq-e-cYo>

³ «Comment ça va?»

⁴ «Bien, compte tenu de la situation.»

Une certaine idée d'eux-mêmes

Les mauvais esprits se sont abondamment gaussés du brusque changement de ton et de la gêne perceptible de la classe médiatico-politique française après qu'il s'est avéré que le tireur fou qui avait attaqué les bureaux d'une chaîne de télévision, d'un journal et d'une banque, blessé grièvement un journaliste, pris un automobiliste en otage et semé la panique à Paris pendant plusieurs jours, n'était pas un «homme de type européen», comme tous les signalements de police l'affirmaient, et encore moins un extrémiste de droite capable d'agresser une ministre guyanaise à coups de bananes, comme certains l'espéraient sans doute, mais un Algérien anarcho-révolutionnaire obsédé par la lutte contre le capitalisme et le fascisme et qui s'était déjà illustré il y a bientôt vingt ans comme complice d'une agression meurtrière contre la police.

Au départ de l'affaire, les blogs et les réseaux sociaux grouillaient de commentaires sarcastiques: «Cette fois vous ne pouvez pas accuser les Arabes, hein!» Lorsqu'on a appris quelques heures plus tard que l'individu se nommait Abdelhakim Dekhar et se revendiquait de l'ultra-gauche, ça a dû faire mal...

Les médias ont alors commencé à nous décrire un homme mystérieux aux motivations peu claires, voire franchement incompréhensibles.

Incompréhensibles? Tu parles! Ledit Abdelhakim, même s'il semble aujourd'hui un

peu fêlé du bocal, n'en reste pas moins un militant emblématique de cette extrême gauche désaxée et violente qui a menacé toute l'Europe dans les années septante et huitante. Et ça, la presse connaît très bien, elle qui a toujours éprouvé tant de compréhension pour les «lutttes sociales». Au moment de l'affaire Rey-Maupin, du nom de ces deux jeunes Français tombés sous l'emprise de l'idéologie gauchiste et qui, aidés par Abdelhakim Dekhar, avaient abattu trois policiers à Paris en 1994, il était de bon ton de s'offusquer qu'on puisse relancer le débat sur la peine de mort: tuer des policiers, disait-on, est certes un crime, mais un crime *pas plus horrible qu'un autre*.

C'est là que les choses deviennent intéressantes – pour ne pas dire ignominieusement indécentes! Car les pontes du journal *Libération* qui se sont épanchés devant les caméras de leurs confrères, juste après l'attaque de leurs bureaux, ne se sont pas gênés pour affirmer que tirer sur des journalistes était *un crime contre la démocratie, et donc un crime beaucoup plus grave que n'importe quel autre crime*.

Un éditorial, pondu dans l'urgence et resté en ligne, évoque un «acte odieux, barbare», une «profanation». «Qu'est-ce qu'un journal? Un acteur irremplaçable de la vie démocratique. [...] Où naît une démocratie naît, dans son sillage, le sublime tumulte de la presse. Faire feu dans un journal, c'est at-

tenter à la vie d'hommes et de femmes qui ne font que leur métier. Et à une idée, un ensemble de valeurs qui, chez nous, s'appellent République.» Pas un mot en revanche sur les coups de feu tirés par le même individu contre les bureaux de la Société Générale; ça, l'éditorialiste s'en fout.

Quand un type braque une banque ou une station service, c'est pour la rubrique des faits divers; tout au plus est-ce la conséquence malheureuse d'une société trop injuste. Quand les «jeunes» des banlieues caillaient quotidiennement des policiers, des pompiers ou des ambulanciers, c'est aussi pour la rubrique des faits divers; les hommes et les femmes portant l'uniforme ne sont-ils pas là pour servir de défouloirs aux «populations défavorisées»? Mais si un déséquilibré s'en prend aux collaborateurs d'un journal, il commet un sacrilège contre «le sublime tumulte de la presse»! Ce ne sont pas de simples pékins qui sont visés, mais «des hommes et des femmes» qui «font leur métier» – merci pour les autres! – et dont le statut s'apparente peu ou prou à celui du prêtre des sociétés traditionnelles.

Dans un monde véritablement égalitaire, les banquiers, les policiers et les caissières de supermarché ne sauraient prétendre au même degré de dignité que les journalistes.

Pollux